



HAL
open science

Chronique d'un coup de force à Zanzibar. Résistance non violente et répression post-électorale

Maily's Chauvin

► **To cite this version:**

Maily's Chauvin. Chronique d'un coup de force à Zanzibar. Résistance non violente et répression post-électorale. 2016. hal-03513015

HAL Id: hal-03513015

<https://hal.science/hal-03513015>

Submitted on 5 Jan 2022

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Chronique d'un coup de force à Zanzibar. Résistance non violente et répression post-électorale

Maïlys Chauvin, Docteure en géographie, chercheure associée à LAM-CNRS/IEP Bordeaux France.¹

Publié le 13/07/2016 <https://lamenparle.hypotheses.org/523>

Après Washington, New-York et Toronto, le candidat aux élections présidentielles à Zanzibar Seif Shariff Hamad (*Civic United Front*, CUF) est cette semaine à Londres dans le cadre d'une campagne d'information sur la crise démocratique qui frappe Zanzibar après l'annulation du scrutin insulaire le 28 octobre 2015²

Les élections générales en Tanzanie et dans l'archipel autonome de Zanzibar sont sous l'autorité de deux commissions électorales : la NEC (National Electoral Commission) pour les élections nationales du Président de la Tanzanie et des membres du parlement tanzanien, et la ZEC (Zanzibar Electoral Commission) pour les élections locales, des représentants de la chambre et du président de Zanzibar. Ce sont ces dernières qui ont été annulées par le Président de la ZEC.)). Accueilli par les membres et associations de la diaspora postrévolutionnaire zanzibarie de Grande Bretagne qui a fait montre de mobilisation tout au long du processus électoral, à l'instar de la *Zanzibar Welfare Society*, il sera à *Chatham House* le 15 juillet 2016.

Sérieusement contesté pour la première fois depuis 1964 par un front uni dans les deux territoires qui forment la Tanzanie³, le *Chama cha Mapinduzi* (Parti de la Révolution, CCM) a redoublé cette année d'agressivité face à la mobilisation de l'électorat urbain et des partis de la coalition UKAWA⁴. L'accentuation de la dimension sécuritaire du processus électoral illustre les résistances de fin d'hégémonie d'un parti-État qui, bien qu'il conserve une domination institutionnelle et territoriale, a perdu son hégémonie culturelle (pour parler comme Antonio Gramsci) dans les représentations de nombreux citoyens en rupture ouverte avec l'héritage des pères fondateurs, Julius Nyerere (ex-Tanganyika) et Abeid Karume (Zanzibar). Caractérisé par une importante présence des forces armées et par l'usage de la nouvelle loi *Cybercrimes* dans des villes comme Mwanza, Arusha mais aussi dans la capitale Dar es Salaam, le déploiement autoritaire du parti-État a recouvré le plus de radicalité à Zanzibar. En effet, les élections présidentielles et celles des représentants de la chambre de l'archipel autonome ont été annulées par une opération qui revêt tous les aspects d'un coup de force alors que la victoire de l'opposition était pressentie.

Dimanche 25 octobre 2015 à 7h00, de longues files d'électeurs sont déjà visibles aux bureaux de vote. Certains cherchent leurs noms disparus des listes vérifiées quelques jours plus tôt ou déplacés dans celles de circonscriptions voisines au dernier moment. Ailleurs, le même visage d'électeurs apparaît dans des circonscriptions et sous des noms différents. 24 heures avant le scrutin, le redécoupage des circonscriptions électorales n'avait pas abouti à la cartographie définitive de leurs limites contrairement à ce que le site de la *Zanzibar Electoral Commission* (Commission électorale de Zanzibar, ZEC), présidée par Jecha Salum Jecha, annonçait.

Lundi 26 octobre matin, alors que la vérification des résultats de l'élection présidentielle à Zanzibar est en cours à la ZEC, dans le bâtiment de l'enceinte Bwawani, quartier de Malindi, Seif Shariff Hamad annonce à la presse, depuis le bureau du CUF, quartier de Mtendeni, un score de 200 077 voix contre 178 363 votes pour son adversaire Ali Mohammed Shein, suggérant une victoire à 52,87 % contre 47,13 %. Peu de temps après, alors que des diplomates européens et des journalistes est-

africains viennent de quitter le bâtiment, des tirs de lacrymogènes résonnent aux abords du siège du parti, dispersant les supporters rassemblés depuis le matin. Quelques-uns, parmi les plus jeunes, construisent en quelques minutes de petits murs de pierres pour empêcher l'incursion potentielle des voitures des forces armées. Leur déploiement s'impose alors dans la ville tandis que les boutiques ferment une à une dans le quartier commerçant Darajani.

Le mardi 27 octobre matin, l'annonce graduelle des résultats des élections parlementaires se poursuit dans la salle Salama, à Bwawani, mais en milieu de journée les *People's Defense Forces of Tanzania* (Forces de défense populaire de Tanzanie, TPDF) sont déployées à l'intérieur de l'enceinte par les deux entrées nord et sud. Les observateurs internationaux ne sont pas autorisés à regagner la ZEC jusqu'à la fin de l'après-midi. Alors que la nuit tombe, une coupure d'électricité plonge la ville dans le noir et le Président de la ZEC interrompt les vérifications jusqu'au lendemain. A ce moment-là, les résultats de 31 circonscriptions sur 54 sont déjà connues mais pas ceux de l'île de Pemba. Des électeurs et activistes pensent que certains à la ZEC ralentissent volontairement les résultats de Pemba, fief historique de l'opposition.

Mercredi 28 octobre matin, le travail de vérification des résultats reprend difficilement en raison de l'absence de Salum Jecha Salum et de plusieurs agents de la ZEC. Vers midi, le juge Abdulhakim Ameir, Vice-Président de la ZEC, est attiré à l'extérieur du bâtiment par les gardes qui lui demandent de valider l'entrée de techniciens dans l'enceinte. Des militaires sont alors présents à quelques mètres. Une voiture arrive d'où sortent des hommes qui lui demandent de les suivre. Il est conduit au commissariat de police où il est interrogé et retenu plusieurs heures. Presque simultanément, le Président de la ZEC ressurgit à la télévision sur une chaîne publique de la *Zanzibar Broad Casting* (ZBC) dans une vidéo préenregistrée et annonce : *Uchaguzi umefutwa !* (« Les élections sont annulées ! »)⁵. Dans la rue, les habitants sont stupéfaits. Quelques heures plus tard, à l'hôtel Mazson (quartier Shangani), les deux commissaires représentant l'opposition au sein de la ZEC, Nassor Khamis Mohammed et Ayub Bakari, déclarent que les commissaires de la ZEC n'ont pas abordé une telle option et n'étaient donc ni au courant ni partie prenante de la décision dont ils dénoncent l'illégalité. Ils rappellent que le Président n'a aucun mandat à ce sujet.

Jeudi 29 octobre matin, alors que l'ambassade des États-Unis et la Haute commission britannique ont condamné la décision, Seif Shariff Hamad demande à la ZEC de reprendre et de finaliser la vérification des résultats afin d'annoncer le nom du nouveau président de Zanzibar. Il ajoute que, dans le cas contraire, il laisserait aux citoyens le choix de la marche à suivre, sous-entendant une descente dans la rue après le 1er novembre, date à laquelle le changement d'investiture doit être réalisé. Le même jour, sur le continent à Dar es Salaam, la victoire de John Pombe Magufuli (CCM) à la présidence de la Tanzanie est officiellement annoncée. Pourtant, Juma Duni Haji, candidat à la vice-présidence de la Tanzanie pour le CHADEMA aux côtés d'Edward Lowassa, avait remis une lettre détaillant les irrégularités constatées depuis les inscriptions électorales. Le jour du scrutin, les techniciens des trois centres de décompte des résultats du CHADEMA à Dar es Salaam avait été arrêtés avec confiscation du matériel informatique. L'opposition dénonce des fraudes et ne reconnaît pas le vainqueur.

A Zanzibar, le centre-ville s'est vidé. Les véhicules des forces armées tanzaniennes et zanzibaris circulent du matin au soir en ville tandis que les *Zombies*, milice de jeunes hommes masqués et armés, en tenue civile, arpentent et menacent les habitants à la nuit tombée dans les quartiers. On entend des tirs de lacrymogènes dans plusieurs d'entre eux comme à Tomondo où la population originaire de Pemba est importante.

Jeudi 29 octobre, les communautés isolées de la petite île de Tumbatu sont attaquées par les *Zombies* et plusieurs maisons sont incendiées. Ils sont aussi déployés au nord d'Unguja à Nungwi, second fief de l'opposition dans l'île.

Vendredi 30 octobre 2015, le bateau militaire *Kasa* en provenance de Dar es Salaam, débarque sur la plage de Shangani, dans la capitale, chargé de trois chars et de véhicules militaires. Un explosif est posé à la jonction de la rue commerçante de Mkunazini et Creek road. Le lendemain matin, tandis que les diplomates visitent les leaders du CUF au siège à Mtendeni, une explosion a lieu à Michenzani, à proximité du baraza⁶ « Commonwealth », favorable à l'opposition. La communauté locale soupçonne l'armée d'avoir posé ces explosifs dans le but de justifier sa présence.

Dimanche 1er novembre, quelques heures avant la fin légale du mandat d'Ali Mohammed Shein, une deuxième démonstration de force survient sur la route principale du marché Darajani. Une longue file d'attente d'une quinzaine de véhicules militaires passe lentement le long de la route principale. Les lieux clés d'arrivée et de sortie de l'archipel tels que l'aéroport et le port, sont occupés par l'armée, harcelant les passagers se rendant en bateau à Dar es Salaam. Le leader du CUF appelle les citoyens à rester calmes. L'option du dialogue est retenue mais sera vite décrédibilisée par la forte représentation du CCM parmi les participants. En outre, en décembre, pendant que la diaspora manifeste à l'étranger et que la corporation américaine *Millenium Challenge* menace de retirer son aide⁷), les *Zombies* continuent à opérer et, accompagnés de véhicules de l'armée, rasant le baraza « Commonwealth ».

Le 12 janvier 2016, Ali Mohammed Shein annonce unilatéralement la tenue d'un nouveau scrutin présidentiel à Zanzibar alors qu'il préside la célébration de l'anniversaire de la révolution de 1964 en présence des leaders nationaux du CCM. Le CUF et la majorité des autres petits partis annoncent le boycott du nouveau scrutin mais sont maintenus de force sur les listes électorales. Le déploiement des forces armées prend une nouvelle ampleur vécue comme une occupation militaire de l'île pendant plusieurs mois jusqu'au nouveau scrutin du 20 mars 2016. L'éditeur et le journaliste du journal *Mawio* sont arrêtés et interdits après avoir titré *Machafuko yaja Zanzibar* (« Le chaos arrive à Zanzibar »).

En février 2016, des membres du leadership du CUF-Zanzibar sont arrêtés et placés en garde à vue.

La semaine du 14 mars, avant le nouveau scrutin, une vague de répression cible les journalistes, membres de l'opposition et activistes qui sont arrêtés et placés en garde à vue. La populaire journaliste zanzibarie Salma Said (*The Citizen, Deutche Welle*) est kidnappée deux jours avant les élections à Dar es Salaam et relâchée après le scrutin. Un ancien candidat parlementaire du CUF est retenu en garde à vue plusieurs semaines.

Le 20 mars 2016, des photos de bureaux de vote vides circulent sur les réseaux sociaux. Le scrutin est massivement boycotté et encadré par la présence de la police et de l'armée. Ali Mohammed Shein est réélu avec un score de 91, 4 % selon la ZEC. Pour l'opposition, seuls 15 % des électeurs ont voté. Sans candidat d'opposition assurant 10 % obligatoires des votes pour être nommé premier Vice-président pour l'opposition et constituer un Gouvernement d'unité nationale tel que décrit dans la constitution depuis 2010, le CCM reprend donc seul le pouvoir contre l'ensemble des principes et des efforts du processus de réconciliation Maridhiano mis en place depuis la fin des années 2000. La *Millenium Challenge Corporation* suspend son aide dans la foulée.

Renonçant à des manifestations de rue face à une présence de l'armée qualifiée d'occupation militaire de l'archipel par la population et qui n'est pas sans rappeler celle qui avait causé le massacre de plus d'une soixantaine de personnes et la fuite de milliers de Zanzibaris à l'étranger pendant la crise électorale de 2001, le CUF a lancé un programme de désobéissance civile d'échelle micro-locale dans les communes insulaires. Le 30 mai Seif Shariff Hamad est convoqué au commissariat et interrogé pendant plusieurs heures. Plus généralement, la police procède à l'arrestation régulière des leaders locaux depuis avril 2016, en particulier ceux de l'île de Pemba. Il a reçu le soutien des membres de la diaspora qui ont organisé une dizaine de manifestations dans les capitales concernées depuis décembre 2015.

Début juin alors que le rapport de la mission d'observation des élections de l'Union européenne a conclu à l'illégalité de l'annulation du scrutin, Seif Shariff Hamad entreprend une campagne internationale d'information sur la crise démocratique qui l'a évincé de la présidence de Zanzibar. Présent à Washington puis aux Nations Unies avant de s'entretenir avec le gouvernement canadien, il propose dans le programme télévisuel *Voices of America* un gouvernement de transition de six mois avec la tenue d'un nouveau scrutin sous l'autorité d'une Commission électorale indépendante. Le parti pris affiché de la non-violence et du respect du droit, reçoit le soutien des organisations et des membres de la diaspora à Toronto et à Londres ou encore en Somalie. La même semaine alors que l'opposition et plus particulièrement le CHADEMA sont aussi visés sur le territoire continental, l'interdiction des rassemblements politiques tombe pour une durée indéterminée sur l'ensemble du territoire tanzanien. Les éditeurs et journalistes de *Mawio* ainsi que le très populaire parlementaire du CHADEMA Tindu Lissu sont accusés de tentative de sédition.

L'*Eid el Fitr* est cependant célébré début juillet 2016 dans une période de répression continue alors que le gouvernement tanzanien a interdit les rassemblements et manifestations dans l'ensemble du pays. Parallèlement et alors que les diplomaties étrangères européennes et américaines avaient condamné le coup de force suspendant une partie de l'aide, le CUF s'est engagé dans une opération d'information et de communication internationale dans plusieurs pays d'Amérique du Nord et d'Europe du Nord depuis juin 2016 fortement présente sur les réseaux sociaux.

La radicalité et la médiatisation d'une crise qui serait "zanzibarie" ainsi que son traitement isolé du contexte national au prétexte de son autonomie par les leaders du CCM et le président John Pombe Magufuli, cachent mal une évolution symétrique dans l'ex-Tanganyika qui doit être incorporée à l'analyse pour comprendre le rôle du coup de force à Zanzibar dans les élections générales tanzaniennes et leurs enjeux. En effet, les chances du CHADEMA, qui a revendiqué la victoire présidentielle et n'a pas reconnu les résultats du scrutin annoncés par la NEC, ont été annihilées par la fraude et la violence. La toute-puissance du parti-État a donc été pour la première fois véritablement contestée non plus seulement à Zanzibar mais aussi sur le continent.

Isoler la question zanzibarie dans l'étude des élections et de l'évolution politique tanzanienne ne permet pas de saisir les enjeux de l'évolution démocratique du pays, qui se situent bien au niveau des capacités du parti-État à maintenir son déploiement et son contrôle territorial dans l'ensemble des espaces continental et insulaire. La puissance et la perpétuation du parti-État dépendent bien de cette échelle d'ancrage, d'action et d'influence. Or la forme politique qu'a prise ce territoire fabriqué de force dans le cadre de la guerre froide – une "Union" à deux entités qui n'est pas une véritable fédération – a été fortement contestée dès sa formation, etsa base légale et morale est ouvertement remise en question. En effet, si le CUF à Zanzibar revendique de longue date une restructuration de l'Union, il a été rejoint récemment par le CHADEMA et soutenu par les citoyens. Sa victoire représente donc une menace directe pour l'ordre territorial et politique instauré par le CCM.

La fonction – imaginée – de Zanzibar telle qu'elle est décrite – et décriée – dans les narrations nationalistes du Parti de la révolution depuis les années 1960 est celle de faiseur de troubles ou encore de menace sécessionniste, plus récemment d'un extrémisme islamiste⁸) accentuant les divisions des deux peuples sur la base d'une ligne religieuse. Zanzibar serait ainsi l'antithèse des principes qui fondent la République Unie de Tanzanie, *Umoja* et *Amani* (Unité et Paix). Une fonction donc classique d'ennemi de la nation qui permet de renégocier et de perpétuer narrations nationalistes et pouvoir du parti-État. Le blocage de la victoire présidentielle du CUF dans l'espace insulaire articulé à l'érosion du succès présidentiel du CHADEMA en Tanzanie constitue donc un révélateur du virage autoritaire et sécuritaire de l'Etat tanzanien, alors que l'hégémonie du CCM tend à se fragiliser dans les représentations des citoyens.

1. *Contact the author for an english version of the paper.*
2. Voir M. CHAUVIN *The nullification of the elections in Zanzibar : A coup against the victory of the opposition and Maridhiano process.* Contacter l'auteur pour un rapport détaillé de l'ensemble du processus électoral et sa future publication dans une revue britannique de sciences sociales.
3. Ex-Tanganyika et archipel de Zanzibar
4. UKAWA *Umoja wa Katiba ya Wananchi*, Coalition pour une constitution du peuple, composée de quatre partis CHADEMA, CUF, NLD, NCCR-Mageuzi. Les deux premiers sont respectivement les partis qui reçoivent le plus de soutien dans le territoire continental de l'ex-Tanganyika et archipelagique de Zanzibar.
5. Au motif de fraudes à Pemba, toujours pas démontrées à ce jour
6. Les baraza sont des bancs prolongeant les maisons dans l'espace public et constituent des hauts lieux des sociabilités des citadinités swahilies de la côte est-africaine. Certains se distinguent par leurs identités politiques et affiliations partisans. Le baraza appelé *Commonwealth* par les habitants a ancré et rassemblé les forces de l'opposition dès le début des années 1990.
7. 470 millions de dollars, *Millenium Challenge Corporation* (États-Unis)
8. Qui a permis de justifier l'arrestation, l'emprisonnement et la torture sans jugement des leaders de l'organisation *Uamsho* inscrite sous le nom JUMIKI (Jumuiya ya Uamsho na mihadhara ya kiislam, Association pour la propagation et le réveil islamiste)